



# REGLEMENT INTERIEUR

Approuvé par le Conseil d'Administration  
du 20 avril 2023

Mis à jour par le Conseil d'Administration  
le 25 mars 2025

# Sommaire

TITRE I – DISPOSITIONS PRELIMINAIRES .....	4
Article 1 : Objet.....	4
Article 2 : Adoption – Modifications – Adjonctions .....	4
Article 3 : Conformité.....	4
Article 4 : Documents, sigles et papier à entête.....	4
Titre II - ADMISSION.....	4
Article 5 : Commission syndicale d’admission.....	4
Article 6 : Membres .....	5
Article 7 : Obligations des membres adhérents.....	5
Article 8 : Autres membres.....	5
Article 9 : Démissions.....	5
Article 10 : Réintégrations .....	5
TITRE III – DECISIONS DISCIPLINAIRES.....	6
Article 11 : Radiation.....	6
Article 12 : Exclusions.....	6
Article 13 : Commission de discipline.....	6
TITRE IV - ADMINISTRATION .....	6
Article 14 : Vacance de la Présidence.....	6
Article 15 : Présidence d’honneur .....	6
Article 15-1 : Critères de nomination.....	7
Article 15-2 : Procédure de nomination .....	7
Articles 16 : Attributions des membres du Bureau .....	7
Article 16-1 : Le Président.....	7
Article 16-2 : Les Vice-présidents.....	7
Article 16-3 : Le Secrétaire Général.....	7
Article 16-4 : Le Trésorier.....	8
Article 17 : Les Administrateurs - Radiation - Cooptation .....	8
Article 18 : Participation à des Commissions ou Groupes de Travail ou Représentations .....	8
Article 19 : Référents.....	8
Article 19.1 : Référents Régionaux.....	8
Article 19-2 : Référents Fédéraux .....	9
Articles 20 : Prise en charge de frais et honoraires.....	9
Article 20-1 : Participation d’origine fédérale CINOV.....	9
Article 20-2 : Participation aux réunions de Bureau & du Conseil d’Administration & structures techniquesyndicales.....	9
Article 20-3 : Mission (Projet) d’origine syndicale.....	9
Article 20-4 Participation aux manifestations professionnelles organisées par/avec le Syndicat	10

## **TITRE I – DISPOSITIONS PRELIMINAIRES**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent règlement, établi en vertu des dispositions des articles 4 et 26 des statuts du Syndicat, a pour objet d'établir les règles de fonctionnement interne du Syndicat.

Il est rappelé que le règlement intérieur est consultable sur le site internet du Syndicat.

### **ARTICLE 2 : ADOPTION – MODIFICATIONS – ADJONCTIONS**

Le règlement intérieur, établi par le Bureau, est soumis à l'approbation du Conseil d'Administration statuant à la majorité simple des membres présents.

Les demandes de modifications ou d'adjonctions sont formulées auprès du Président du Syndicat, soit par un ou plusieurs membres du Bureau, soit par des administrateurs représentant au moins un quart des membres du Conseil d'Administration.

Le Président soumet les propositions aux membres du Bureau et les modifications ou adjonctions retenues sont adoptées par le Conseil d'Administration dans les mêmes conditions que celles définies pour l'adoption du règlement intérieur au 1er alinéa du présent article.

Dans tous les votes, aussi bien au Bureau qu'en Conseil d'Administration, en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

### **ARTICLE 3 : CONFORMITÉ**

Aucune disposition du règlement intérieur ne peut être adoptée si elle n'est pas en conformité avec les statuts du Syndicat.

Toute disposition contraire serait réputée nulle.

### **ARTICLE 4 : DOCUMENTS, SIGLES ET PAPIER À ENTÊTE**

Les documents émis par le Syndicat doivent respecter la charte graphique fédérale.

Les membres à jour de cotisation peuvent faire mention sur leurs documents commerciaux de leur appartenance au SYNDICAT NATIONAL DU CONSEIL EN MANAGEMENT, y compris la reproduction du logo Cinov Conseil.

## **Titre II - ADMISSION**

### **ARTICLE 5 : COMMISSION SYNDICALE D'ADMISSION**

La commission est composée de 3 membres choisis de préférence parmi les administrateurs.

Les dossiers reçus de la Fédération sont soumis à la commission syndicale d'admission chargée de les instruire et de proposer un avis motivé.

Le Conseil d'Administration donne délégation à la Commission d'admission pour valider l'admission, après avis de la Fédération Régionale, et retourner sa décision à la Fédération et copie au secrétariat du syndicat pour en aviser le candidat.

Tous les avis de la Commission Syndicale d'Admission seront présentés au Conseil d'Administration suivant pour information.

En cas de désaccord entre les membres de la commission syndicale d'admission, la décision sera prise à la majorité des membres.

En cas de désaccord entre l'avis de la commission d'admission syndicale et l'avis de la Fédération Régionale, le dossier sera reporté jusqu'au prochain Conseil d'Administration du Syndicat pour validation avant envoi de la décision à la Fédération.

Délégation peut être donnée par la commission à tout membre titulaire du Syndicat afin de rencontrer un candidat si cela s'avère nécessaire.

## **ARTICLE 6 : MEMBRES**

Sont admis membres les candidats ayant répondu aux conditions d'admission et validés par la commission d'admission.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES MEMBRES ADHÉRENTS**

Le titre de membre du Syndicat National du Conseil en Management - "Cinov Conseil" comporte :

- L'obligation du paiement de la cotisation annuelle,
- Une participation active aux travaux du syndicat et à ses Assemblées générales,
- Le respect des valeurs éthiques du syndicat (Article 5 des statuts du syndicat).

A ce titre, il est fortement recommandé aux adhérents d'engager une démarche de qualification de leur structure, qui garantisse le respect des critères de compétence, procédures et pratiques diffusées par le syndicat.

## **ARTICLE 8 : AUTRES MEMBRES**

Le Syndicat peut admettre des membres correspondants selon la définition qui en est donnée à l'article 9 des statuts du Syndicat.

Les membres correspondants sont admis sur décision du Conseil d'Administration après avis de la commission syndicale d'admission.

Le Syndicat peut admettre des membres affiliés selon la définition qui en est donnée à l'article 10 des statuts du Syndicat.

Les membres affiliés sont admis sur décision du Conseil d'Administration du groupement affilié sous réserve du respect des engagements conventionnellement signés.

Le Syndicat peut admettre des groupements affiliés selon la définition qui en est donnée à l'article 10 des statuts du Syndicat.

Les groupements affiliés sont admis sur décision du Conseil d'Administration.

## **ARTICLE 9 : DÉMISSIONS**

Le démissionnaire est tenu de notifier sa décision au Syndicat par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel. Une fois la démission entérinée par le Conseil d'Administration, le Syndicat en fait part à la Fédération qui en informe à son tour et sans délai, les Fédérations Régionales concernées.

Sauf en cas de multi-appartenance syndicale, la démission d'un membre du Syndicat entraîne sa démission simultanée de CINOV et de sa (ou de ses) Fédération(s) Régionale(s) d'appartenance

En cas de multi-appartenance syndicale d'un membre de CINOV, sa démission d'un seul Syndicat n'entraîne pas sa démission d'office des autres Syndicats.

La démission d'un membre entraîne immédiatement le retrait de son titre de membre de CINOV. La cotisation d'un membre démissionnaire est due pour la totalité de l'année calendaire en cours.

## **ARTICLE 10 : RÉINTÉGRATIONS**

La réintégration ne peut concerner qu'un membre démissionnaire ou radié, et en aucun cas un membre exclu. La réintégration est laissée à l'appréciation du Conseil d'Administration.

## **TITRE III – DECISIONS DISCIPLINAIRES**

### **ARTICLE 11 : RADIATION**

Le non-paiement à son échéance de la cotisation annuelle dans les délais fixés, peut entraîner la radiation du membre défaillant et la mise en œuvre de la procédure de recouvrement contentieux sans autre préavis.

La Fédération peut alors demander au(x) Syndicat(s) concerné(s) de procéder à la radiation de ce membre. Toutefois, si un Syndicat souhaite conserver le membre défaillant, il est tenu de régler à la Fédération la part fédérale de la cotisation du membre défaillant ainsi que la part de la (ou des) Fédération(s) Régionale(s) concernée(s).

La décision de radiation par le Conseil d'Administration du Syndicat emporte la mise en recouvrement par voie contentieuse de la cotisation due par le membre radié.

### **ARTICLE 12 : EXCLUSIONS**

Le Président du Syndicat peut, après avis du Conseil d'Administration et accord de la commission de discipline, décider l'exclusion de membres qui se sont rendu coupables de manquement graves aux dispositions des statuts et du règlement intérieur du Syndicat ou qui n'ont pas respecté les règles de déontologie en vigueur au sein de la fédération.

### **ARTICLE 13 : COMMISSION DE DISCIPLINE**

Conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts, il est institué une commission de discipline ayant à connaître de toutes plaintes formulées à l'encontre des membres ou entre un membre et un tiers.

La commission de discipline est présidée de droit par le Président du Syndicat. Outre celui-ci, elle est composée de deux membres désignés par le Conseil d'Administration en son sein.

Les membres de la commission de discipline sont désignés pour un an ; leur mandat est renouvelable. La commission se réunit chaque fois que nécessaire sur convocation de son Président.

Elle prend, à propos des litiges qui lui sont soumis, des décisions que les membres du Syndicat mis en cause sont tenus de respecter sous peine d'exclusion.

## **TITRE IV - ADMINISTRATION**

### **ARTICLE 14 : VACANCE DE LA PRÉSIDENTENCE**

En cas de vacance de la Présidence, pour quelque motif que ce soit, le Premier Vice-président, remplace le Président en exercice.

En cas de vacance du Premier Vice-président, il est procédé au remplacement du Président par décision du Conseil d'Administration dans les conditions prévues par les statuts en matière de désignation du Président, le Conseil étant convoqué par le Secrétaire Général dans un délai de deux mois après que soit constatée la vacance.

N'importe lequel des Vice-présidents peut valablement convoquer celui-ci dans les délais requis.

Si, trois mois après le constat de la vacance de la Présidence, aucun Conseil n'a été convoqué, il appartient à l'un des membres du Bureau de le faire.

## **ARTICLE 15 : PRÉSIDENT D'HONNEUR**

Les anciens Présidents peuvent devenir Présidents d'Honneur. Ils sont membres de droit du Conseil d'Administration avec voix consultative.

### **Article 15-1 : Critères de nomination**

Pendant son mandat, un Président d'Honneur doit avoir, par ses actions, contribué à la valorisation de la profession.

Un Président d'Honneur doit être en mesure d'accomplir des missions spécifiques d'ordre technique ou relationnel confiées par le Président en exercice.

### **Article 15-2 : Procédure de nomination**

Il appartient au Bureau de faire une proposition de nomination au titre de Président d'Honneur au Conseil d'Administration dans la plus grande discrétion.

Le Conseil d'Administration s'exprime par vote à bulletin secret.

La majorité nécessaire pour la nomination est fixée aux trois quarts des Administrateurs présents, l'intéressé étant exclu du vote et des délibérations préalables.

## **ARTICLES 16 : ATTRIBUTIONS DES MEMBRES DU BUREAU**

Le Bureau expédie les affaires courantes du Syndicat et se réunit sur convocation du Président au moins trois fois par an.

En vertu des dispositions statutaires, le Bureau est chargé d'exécuter toutes les décisions arrêtées par le Conseil et, le cas échéant, de prendre les décisions urgentes, celles-ci devant toutefois être soumises à la ratification du Conseil dès sa prochaine réunion.

### **Article 16-1 : Le Président**

Il préside le Conseil d'Administration et le Bureau.

Conformément à l'article 21, le Président représente le Syndicat dans tous les actes vis-à-vis des tiers, notamment en justice, tant en demande qu'en défense.

Le Président est notamment le garant :

- Du bon fonctionnement du syndicat ; à cette fin il peut donner toute délégation nécessaire à un membre du Conseil d'administration ;
- Du retour dans le rapport moral des actions menées ;
- De la validation et du suivi des actions d'influence représentant l'intérêt général.

Il convoque et réunit le Bureau et le Conseil d'Administration au moins 3 fois par an et peut décider de les convoquer et de les réunir en séance exceptionnelle pour un motif urgent et grave.

Il met en exécution les décisions du Conseil d'Administration. Il demande éventuellement au Conseil d'Administration toutes les délégations qui lui paraissent nécessaires pour remplir sa mission.

### **Article 16-2 : Les Vice-présidents**

Ils peuvent présider le Conseil d'Administration et le Bureau en cas d'absence du Président. Ils assistent le Président dans la mise en exécution des décisions du Conseil d'Administration.

Ils peuvent recevoir du Président délégation pour représenter le Syndicat dans des réunions ou manifestations, notamment pour ce qui concerne le secteur d'activités qu'ils représentent.

Ils font au Conseil d'Administration des propositions pour tout ce qui est en relation avec le secteur d'activités qu'ils représentent.

### **Article 16-3 : Le Secrétaire Général**

Il assiste le Président dans la mise en exécution des décisions du Conseil d'Administration.

Il peut présider le Conseil d'Administration en cas d'absence du Président et de tous les Vice-présidents. Il vérifie les projets de procès-verbaux.

Il s'assure que les décisions du Conseil d'Administration sont conformes aux dispositions des statuts et du règlement intérieur.

### **Article 16-4 : Le Trésorier**

Il tient à jour les comptes du Syndicat. Il assure les paiements qui ont été décidés ou autorisés par le Conseil d'Administration.

Il établit le budget annuel. Il établit chaque année un rapport destiné à l'Assemblée Générale des membres du Syndicat.

## **ARTICLE 17 : LES ADMINISTRATEURS - RADIATION - COOPTATION**

Les Administrateurs sont tenus d'assister aux réunions du Conseil.

A moins de circonstances laissées à l'appréciation du Conseil d'Administration, un membre du Conseil qui a manqué trois réunions consécutives est considéré comme étant démissionnaire d'office.

Sa radiation doit être inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil d'Administration qui statuera.

Conformément aux dispositions statutaires, un Administrateur démissionnaire peut être remplacé par cooptation.

Cette cooptation est faite par le Conseil d'Administration qui devra l'inscrire à l'ordre du jour de sa réunion. L'identité, les activités professionnelles et syndicales éventuellement ainsi que les coordonnées du ou des candidats seront précisées sur une fiche à remettre aux Administrateurs.

Le vote se fait à main levée, ou à bulletin secret si un tiers des Administrateurs présents le demandent. Les décisions sont prises à la majorité des Administrateurs présents.

La décision du Conseil d'Administration devra être ratifiée par la plus proche Assemblée Générale Ordinaire.

## **ARTICLE 18 : PARTICIPATION À DES COMMISSIONS OU GROUPES DE TRAVAIL OU REPRÉSENTATIONS**

Toute personne du Syndicat (membre ou mandatée) qui aura accepté soit une ou des missions de travail, soit une ou des représentations internes ou externes définies par le Bureau ou le Conseil d'Administration, devra rendre compte rapidement par écrit au Président par tous les moyens possibles pour l'efficacité de l'action et, éventuellement de la réaction du Syndicat.

## **ARTICLE 19 : RÉFÉRENTS**

### **Article 19.1 : Référents Régionaux**

Des Référents Régionaux peuvent être mis en place dans chaque région.

Les Référents Régionaux sont des adhérents à jour de cotisation, et volontaires pour faire l'interface entre le syndicat et les régions

En tant que référents régionaux, ils s'engagent à :

- Accueillir et accompagner les nouveaux adhérents dans leur intégration au sein du syndicat et de la région,
- Relayer les informations à la Vice-Présidence en charge de l'animation du réseau, de manière à en informer les administrateurs et l'ensemble des adhérents

- Participer à l'organisation d'actions menées par le syndicat en région soit par les administrateurs soit par les adhérents.

### **Article 19-2 : Référents Fédéraux**

A la demande de la Fédération Cinov, des Référents peuvent être nommés par le Conseil d'administration pour participer à des commissions ou des groupes de travail fédéraux.

Les Référents Fédéraux sont des administrateurs ou adhérents volontaires pour faire l'interface entre le syndicat et la Fédération.

En tant que référents du syndicat, ils s'engagent à :

- Relayer les informations auprès du Conseil d'administration de manière à en informer les administrateurs et l'ensemble des adhérents,
- Relayer les demandes et propositions du Conseil d'administration auprès de la Fédération,
- Participer à l'organisation d'actions menées par la Fédération dans les commissions ou groupes de travail dans lesquels ils auront été désignés.

## **ARTICLES 20 : PRISE EN CHARGE DE FRAIS ET HONORAIRES**

### **Article 20-1 : Participation d'origine fédérale CINOV**

Les frais de déplacement et de séjour des Administrateurs ou des membres désignés pour faire partie des commissions fédérales, nationales et internationales sont remboursés sur présentation des justificatifs qui seront adressés avec le règlement par le Service des Moyens Généraux de la Fédération selon les procédures fédérales en vigueur.

### **Article 20-2 : Participation aux réunions de Bureau & du Conseil d'Administration & structures techniquessyndicales**

Le Conseil d'administration fixe chaque année les modalités et plafonds de remboursement des frais de déplacement et de séjour des administrateurs et membres désignés aux différentes instances syndicales.

Cette décision est annexée au présent règlement intérieur - Annexe au règlement intérieur relative aux frais de déplacement et débours.

### **Article 20-3 : Mission (Projet) d'origine syndicale**

Toute mission (projet), qu'elle soit assignée par décision du Conseil d'Administration ou proposée par les membres du Bureau et/ou les structures techniques, fera l'objet d'une étude incluant :

- les objectifs visés et les bénéfices attendus,
- un plan d'action avec les principaux livrables associés,
- une estimation budgétaire globale aussi détaillée que possible.

Ladite étude sera soumise au Conseil d'Administration pour revue et approbation au sujet des moyens techniques et financiers envisagés.

Le volet financier pourra couvrir, selon le cas :

- les achats de produits et/ou prestations externes,
- une partie ou la totalité de la prestation des membres du Syndicat assignés à la mission,
- les frais de déplacement et d'hébergement éventuels, s'il y'a lieu,
- Les frais de communication éventuels.

Les membres chargés de mission qui auront à se déplacer seront dédommagés selon les conditions

décrites à l'article 20.2 ci-dessus.

En outre, ils pourront éventuellement être indemnisés sur la base d'un tarif fixe, dans la limite du budget approuvé par le Conseil d'Administration.

**Article 20-4 Participation aux manifestations professionnelles organisées par/avec le Syndicat**

Les manifestations concernées ici incluent les rencontres professionnelles, conférences, forums, expositions, etc. qui sont organisées par le Syndicat, individuellement ou conjointement avec d'autres Syndicats/Régions, ou encore avec des entités externes à la fédération.

Les membres du Bureau et du Conseil d'Administration activement impliqués dans ces manifestations pourront être dédommagés dans les conditions et limites fixées à l'annexe .....

Les autres frais éventuels (brochure programme, cartons d'invitation, location de stand/salle, etc.), seront couverts et, s'il y a lieu, seront répartis entre les entités qui y participent conjointement selon une base qui sera déterminée au cas par cas.

Règlement mis à jour le 25 mars 2025

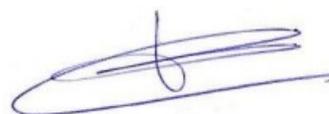
La Présidente

Chantal DAGNAUD



La Secrétaire Générale

Séverine BOURLIER



## Annexe au règlement intérieur relative aux frais de déplacement et débours

### PRÉAMBULE

Le présent annexe au règlement intérieur a pour objectif de définir les modalités de remboursement des frais de déplacement et débours engagés par les administrateurs et/ou adhérents dans le cadre de leurs missions et mandats pour le compte du syndicat Cinov Conseil.

Avant tout, il est rappelé que le remboursement des frais est soumis au paiement régulier de la cotisation annuelle, cette condition garantissant non seulement l'équité entre les membres, mais aussi la pérennité financière de notre organisation.

### CRITÈRES DE PRISES EN CHARGE DES FRAIS :

#### 1) Frais de déplacements

Pour les déplacements à l'intérieur de la région parisienne, la prise en charge s'effectue sur la base forfaitaire du déplacement en transports en commun. Dans des circonstances exceptionnelles, les notes de taxis (voiture ou moto) pourront également être remboursées.

Pour les déplacements hors région parisienne, les frais de transport domicile / lieu de la réunion seront remboursés selon les modalités suivantes :

- **En avion** (classe économique), uniquement si le trajet en train excède 5 heures.
- **En train**, sur la base maximum du billet de 2ème classe plein tarif <sup>1</sup>
- **En voiture** : remboursement des kilomètres parcourus en Indemnités Kilométriques sur la base du barème fiscal en vigueur, ainsi que des frais de péages et de parking. Pour éviter les abus, le recours à la voiture personnelle devra être justifié par l'une des conditions suivantes :
  - ✓ Absence de transport en commun adapté aux horaires de la réunion.
  - ✓ Coût du trajet en voiture personnelle inférieur au coût du trajet en transports en commun.
  - ✓ Nécessité de transporter du matériel ou des documents volumineux. Pour le premier remboursement et en cas de changement de véhicule, une photocopie de la carte grise du véhicule utilisé devra être jointe.
  - ✓ Raisons exceptionnelles.

#### 2) Frais de séjour

Dans le cas où les réunions ne permettent pas d'effectuer l'aller-retour dans la même journée, les frais d'hébergement et de petit-déjeuner seront remboursés pour un montant maximal de :

- 200 € à Paris ou en région parisienne
- 150 € en province

---

<sup>1</sup> Il est à noter qu'un billet de première classe avec une carte liberté est souvent inférieur à un billet de 2ème classe.

Ces remboursements sont limités à une nuitée pour une réunion d'une demi-journée et, à titre exceptionnel, à deux nuitées pour une réunion d'une journée.

### **3) Frais de restauration :**

Les frais de déjeuner sont remboursés dans la limite de 22 €.

Des frais de dîner seront remboursés dans la limite de 32 €.

En cas de pluralité, merci d'indiquer obligatoirement au dos de la note de restaurant, le nom de chaque participant au repas.

### **MODALITÉS DE DEMANDE DE REMBOURSEMENT :**

Pour chaque déplacement et afin d'assurer un suivi optimal des notes de frais liées à une réunion spécifique ou à un groupe de travail, un formulaire Excel de demande de remboursement devra être complété et adressé par mail à l'assistant(e) du syndicat et au président, accompagné de toutes les pièces justificatives requises, scannées en pièce jointe, et ce, au plus tard avant la fin de chaque mois.

Il ne sera effectué aucun remboursement en l'absence de justificatifs, ni sur la simple présentation d'un ticket de Carte Bleue.

Seuls les frais dûment justifiés seront pris en compte pour le remboursement, après vérification par le président et le trésorier. Si une note dépasse le montant autorisé sans autorisation préalable du président, le remboursement sera effectué sur la base prévue initialement.

Les remboursements seront exclusivement effectués par virement bancaire.

Lors de votre premier remboursement ou en cas de changement de compte bancaire, merci d'adresser par mail à l'assistant(e) du syndicat un relevé d'identité bancaire (RIB) au nom de l'administrateur bénéficiant du remboursement.

Le délai de traitement sera au maximum de 15 jours, à compter de la réception du dossier complet par mail, afin de permettre le regroupement des virements à effectuer.

### **Utilisation d'un véhicule professionnel**

Dans le cas où les frais kilométriques engagés sont effectués avec un véhicule de société, il est possible de procéder au remboursement directement à l'entreprise de la personne concernée.

Afin de faciliter ce processus, il est essentiel d'indiquer clairement cette situation en joignant le relevé d'identité bancaire (RIB) de l'entreprise lors du premier remboursement.

Chantal Dagnaud

Présidente CINOV CONSEIL

